

Point 04 : Budget primitif 2018 – Budget principal – Budgets annexes – Autorisations de programmes et crédits de paiements – Dispositions budgétaires et comptables – Instruments de couverture des risques de taux – Dispositif d'octroi de la garantie à certains créanciers de l'Agence France Locale – Dispositions diverses

Intervention : Mireille PERNOT (Rezé)

Madame la présidente, chers collègues,

Impossible de parler de notre budget primitif sans décrire le contexte national dans lequel il s'est élaboré. Comme par le passé, la volonté de réduire les déficits de l'Etat, en contraignant toujours plus les collectivités, sert inlassablement de prétexte aux mauvais coups portés contre les services publics et plus globalement contre le modèle social Français qui avait non seulement bien résisté à la crise de 2008, mais empêché également que de nombreux ménages ne sombrent alors dans une trop grande précarité.

S'il est vrai que l'Etat doit équilibrer son budget, comme nous le faisons dans nos collectivités, rappelons que la répartition de l'impôt doit être juste car celle des richesses ne l'a jamais été. Elle l'est même de moins en moins : l'OCDE nous dit que « *les 10 % les plus riches détiennent plus de la moitié des richesses nationales, quand les 50 % les plus pauvres se sont partagés seulement 5 % de ces richesses* ». Ainsi, 32 français possèdent désormais autant que les 40 % les plus pauvres de la population du pays. Bien entendu, ce chiffre ne tient pas compte des 80 milliards d'euros d'évasions et de fraudes fiscales qui chaque année plombent les comptes de l'Etat.

Comment accepter que les collectivités locales participent à plus de la moitié de la réduction d'une dette dont elles ne sont en rien responsables ? Comment parler de contrat quand les grandes collectivités sont aujourd'hui mises sous la quasi tutelle de l'Etat ? Comment admettre de nouvelles baisses de dotations au présent ou à l'avenir, quand les cadeaux aux plus riches se multiplient, tel le rabais d'impôt de plus 3 milliards d'euro avec la transformation de l'ISF ?

On pourrait moquer la modernité macronienne faite dans les vieilles casseroles du MEDEF, si la situation n'était aussi grave pour la population. Après la baisse des allocations logement, la ponction des retraités par le passage de la CSG à 9,2%, le Président des riches lance de nouvelles régressions, tel un plan social pour 120 000 fonctionnaires, ou l'attaque frontale du statut des cheminots, et veut aujourd'hui recycler la RGPP que Nicolas Sarkozy avait imposé il y a 10 ans dont on peut constater les lamentables effets dans les hôpitaux, les commissariats ou encore les palais de justice.

De même, la « contractualisation » avec la préfecture qui nous est imposée par l'Etat pour limiter à 1,2% l'évolution de notre budget de fonctionnement, remet en cause un droit inscrit dans la Constitution : la libre administration. Soyons clair, les dispositions actuelles attaquent directement la démocratie locale, pilier de notre République.

Les choix budgétaires présentés par Pascal Bolo à l'instant, sont ceux annoncés et portés par la majorité de gauche depuis 2014. Je mettrai en exergue le programme d'investissement, encore renforcé, au service des habitants et qui tire l'ensemble de l'économie locale vers le haut et l'emploi avec.

Tous budgets confondus, le volume total d'investissements va atteindre 422 M€ en 2018. Plus de 358 M€ de dépenses d'investissement sont inscrites au BP 2018, soit une augmentation de 5%. Et 40,1 M€ au titre de la politique de l'eau, qui permettront notamment de poursuivre les travaux de modernisation de l'usine de l'eau, d'achever les travaux du FEEDER pour sécuriser l'alimentation en eau potable du département et de sécuriser le réseau sur-pressé sur Nantes. Pour l'assainissement, les opérations de réalisation de bassins de stockage et de rétention seront poursuivies pour protéger l'Erdre. Et les travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement augmentent en 2018, pour limiter les pollutions et garantir un patrimoine en bon état pour les futures générations. Notre budget, c'est du développement durable en action !

Parlant investissements, ceux en matière de transport sont probablement les plus attendus par nos concitoyens car sans doute des plus visibles, avec le lancement des dernières lignes Chronobus C9 et C20 et la nouvelle dynamique lancée sur la ligne 4 avec l'arrivée des Busway de 24 mètres ainsi que son prolongement. Prolongement aussi de la Ligne 1 et construction d'un nouveau CETEX à Babinière. En 2018, le réaménagement de la Gare se poursuit et les extensions des parcs relais à Neustrie et Porte de Vertou devraient offrir 1000 places supplémentaires de stationnement pour 2019. Beau programme pour encourager l'utilisation des transports en commun dans l'agglomération !

L'habitat continuera à mobiliser nos efforts, avec les aides à la réhabilitation énergétique des logements et le dispositif de lutte contre la précarité énergétique, (dont la Présidente avait raison de souligner ce matin son importance), et aussi la programmation de nouveaux logements locatifs sociaux et une politique active pour l'accueil des gens du voyage.

Aux côtés des investissements, les choix de justice sociale en action vont se poursuivre également, avec notamment les tarifications solidaires des transports et de l'eau.

Ces choix budgétaires pour le développement des infrastructures et équipements, pour le logement social, pour de grands services publics du quotidien, les élus communistes de Nantes

Métropole les partagent et y contribuent. Ce sont ces grandes politiques publiques qui rendent notre agglomération attractive, elles sont nécessaires si nous voulons être à la hauteur des enjeux pour nos communes et répondre aux besoins des habitants actuels et futurs.

Nous voterons ce budget 2018, ainsi que la délibération qui suit, fixant les taux de fiscalité.

Je vous remercie de votre attention.